

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 10 octobre 2023

Glyphosate L'Union européenne doit dire « stop »

Alors que, pour la première fois en France, une famille est indemnisée à la suite de son exposition au glyphosate, les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) appellent les États membres de l'Union européenne – et en première ligne la France - à refuser la prolongation de 10 ans de l'utilisation de ce pesticide.

C'est une première : des experts ont reconnu un lien de causalité entre les malformations dont souffre un enfant et l'utilisation de l'herbicide durant la grossesse de sa mère. L'enfant en question, Théo, qui a aujourd'hui 16 ans, a subi les douloureuses conséquences de ces malformations, avec 54 opérations depuis sa naissance et de lourdes séquelles sur son système respiratoire, son œsophage et son larynx.

L'Union européenne doit se prononcer ce vendredi 13 octobre 2023 sur la proposition de la Commission européenne de reconduire pour dix ans l'autorisation de cet herbicide.

Le groupe SER appelle ses États membres à ouvrir les yeux sur le danger qu'il représente et à bannir son utilisation. Il rappelle qu'en 2017, le président de la République s'était engagé à sortir du glyphosate au plus tard début 2021. Cette promesse n'aura jamais été tenue et désormais, la majorité présidentielle fuit ses responsabilités en se cachant derrière l'Europe.

Pourtant, les études scientifiques ne manquent pas pour démontrer les nombreux risques liés cette substance active sur la santé humaine et l'environnement : le CIRC, l'INRAE, l'INSERM ou encore l'Agence européenne des produits chimiques ont produit des études dans ce sens.

Bien évidemment, dans le cas où l'Union européenne rejeterait la prolongation de sa commercialisation, le groupe SER appellera fermement le Gouvernement à mettre en œuvre un plan d'accompagnement et de soutien aux agriculteurs qui devront s'adapter à ce changement : investissement dans la recherche et l'innovation, soutien accru à l'agroécologie...

Les sénatrices et sénateurs SER appellent à la mise en place d'un véritable projet de société agricole, en phase avec son temps pour répondre aux attentes de nos concitoyens tout en faisant face aux conséquences du réchauffement climatique. L'accompagnement de l'État sera déterminant dans cette nécessaire transition.